

UNE CROISSANCE VERTE INCLUSIVE **POUR L'AVENIR QUE NOUS VOULONS**

TRAVAUX DE L'OCDE EN
RAPPORT AVEC RIO+20

JUIN 2012



RIO+20
Conférence des
Nations Unies
sur le
développement
durable



OCDE



Table des matières

Message du Secrétaire général de l'OCDE	1
Un appel urgent à agir	2
Qu'est-ce que la croissance verte et comment peut-elle aider à assurer un développement durable ?	12
Les composantes de stratégies de croissance verte efficaces	10
La coopération internationale au service de la croissance verte	23
Mesure du bien-être et du progrès sur la voie d'une croissance plus verte	26
Transformations sectorielles	36
Conclusions politiques du comité des politiques d'environnement de l'OCDE au niveau ministériel à l'intention de la Conférence Rio+20	41
Déclaration d'orientation du CAD de l'OCDE à la Conférence Rio+20	43

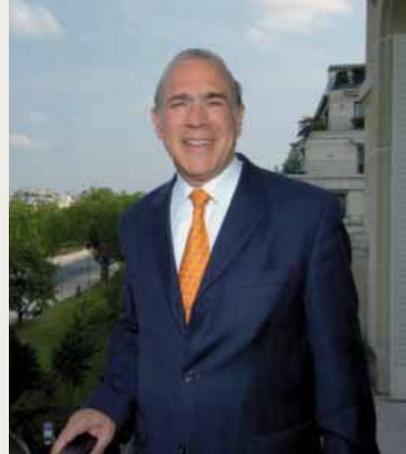
Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

© OCDE 2012

Vous êtes autorisés à utiliser le contenu OCDE de cette publication à des fins non commerciales. Les demandes pour usage commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org.

Conception Baseline Arts

Message du Secrétaire général de l'OCDE



Une croissance verte inclusive pour une économie plus juste, plus saine et plus forte

Le premier Sommet de Rio en 1992 a marqué l'histoire en faisant valoir que le développement devait être durable et que, pour cela, il devait intégrer l'aspect environnemental aux dimensions sociales et économiques. Vingt ans plus tard, ce message garde toute sa force, mais le développement durable n'est pas une réalité. La conférence Rio+20 offre une possibilité de changer la donne en définissant des moyens pour passer d'un concept à des propositions pratiques destinées à en concrétiser les promesses.

Des progrès significatifs ont été réalisés au cours des vingt dernières années. Alors que la population mondiale a augmenté d'un tiers, le PIB mondial a triplé, permettant à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Le nombre d'enfants dans les pays en développement mourant avant l'âge de cinq ans est passé de 100 à 72 pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2008, et environ 90 % des enfants des pays en développement vont désormais à l'école primaire.

L'expansion économique a toutefois eu un coût pour la planète. Si nous ne protégeons pas l'environnement et ses ressources naturelles, cette expansion pourrait être bloquée, pour avoir détruit ou irrémédiablement endommagé des ressources hydriques et minérales, la diversité de certains écosystèmes et d'autres fondements naturels sur lesquels repose notre bien-être.

Si nous ne changeons pas de cap, l'impact sur notre qualité de vie et notre santé sera significatif, avec un coût économique croissant. Il faudra toujours plus de ressources financières et humaines pour disposer de quantités suffisantes d'eau rendue potable, maintenir la productivité des sols, faire en sorte que l'air soit respirable et fournir à l'industrie les matières premières dont elle a besoin.

La croissance verte inclusive offre aux pays à la recherche de nouvelles sources de croissance une alternative optimiste et réaliste, qui a une logique économique, environnementale et sociale. La croissance verte n'est pas un substitut au développement durable. Conjugué à l'innovation, le virage écologique peut être un facteur durable de croissance économique.

La stratégie de l'OCDE pour une croissance verte définit un cadre clair sur la façon dont les pays peuvent assurer la

croissance économique et le développement tout en prévenant une dégradation environnementale coûteuse, le changement climatique et une utilisation inefficace des ressources naturelles. Elle énonce des principes et enjeux communs, mais montre aussi qu'il n'y a pas de formule universelle pour mettre en œuvre la croissance verte. Chaque pays doit concevoir une stratégie adaptée à son propre contexte. Dans tous les cas, pour être durables, les stratégies doivent être inclusives et ouvertes. La croissance doit réduire les inégalités ainsi que les tensions que celles-ci génèrent. La poursuite d'une croissance verte ne saurait être une excuse à un protectionnisme réduisant le choix des citoyens, augmentant les coûts et étouffant l'innovation.

Mais même les meilleures politiques ne sont rien sans la volonté politique de les mettre en œuvre. En 2011, les ministres réunis à l'OCDE ont salué la Stratégie pour une croissance verte, en tant que stratégie de croissance d'abord et avant tout, et ils ont souligné que les outils et indicateurs de la croissance verte offraient la perspective de libérer de nouveaux facteurs de croissance et de créer des possibilités d'emplois. En 2012, la présidence mexicaine du G20 a fait de la croissance verte l'une de ses priorités.

C'est également une priorité clé de l'OCDE. Nous explorons la façon dont des stratégies de croissance peuvent être appliquées dans le contexte spécifique des pays en développement et des économies de marché émergentes. Et nous continuerons de travailler avec nos membres et pays partenaires pour concevoir des mesures d'un bon rapport coût-efficacité et pouvant être politiquement mises en œuvre, des indicateurs, des données et des mécanismes robustes pour aider à suivre les progrès, ainsi que des plates-formes dédiées et des moyens innovants pour faciliter le partage des connaissances et la coopération au niveau international.

J'adresse à Rio+20 tous mes vœux de succès afin de contribuer à rendre la vie meilleure pour chacun d'entre nous et pour les générations à venir.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Angel Gurría'.

Angel Gurría
OECD Secretary-General



Un appel urgent à agir

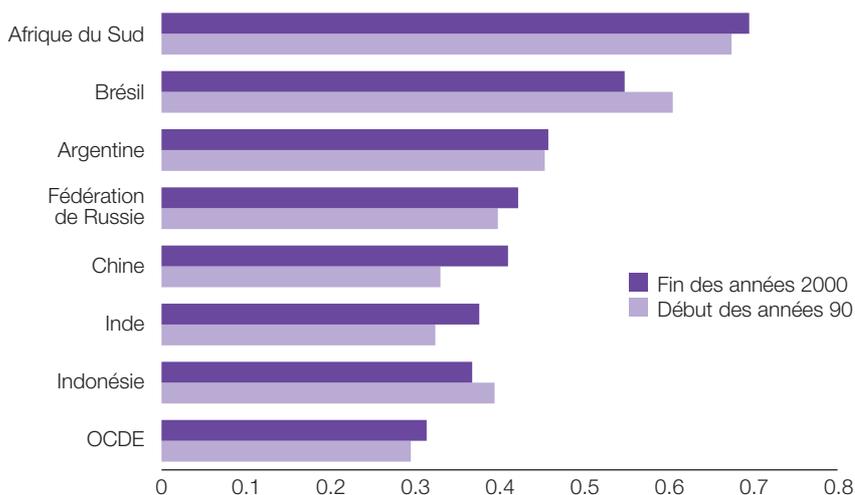
Depuis le Sommet de Rio de 1992, des progrès impressionnants ont été accomplis sur la voie du développement durable. Entre 1992 et 2010, le PIB mondial a progressé de près de 75 % et le PIB par habitant de 40 %, apportant des améliorations généralisées dans les niveaux de vie, tout en aidant des centaines de millions de personnes à sortir de l'extrême pauvreté.

Cependant, les fruits de cette croissance économique n'ont pas été également répartis, et l'éradication de la pauvreté demeure un grave sujet de préoccupation dans de nombreuses parties du monde. La façon dont a été répartie cette croissance, mesurée par l'accumulation de richesse et le bien-être, a accentué les écarts de revenus et de patrimoine tant dans les pays en développement que dans les pays développés.

Aujourd'hui, dans les économies avancées, le revenu moyen des 10 % de la population les plus riches est environ neuf fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres. Les économies émergentes sont parvenues à réduire de façon spectaculaire la pauvreté, mais les écarts de revenu, qui étaient déjà élevés, se sont aggravés au cours de la dernière décennie. Le creusement des inégalités crée des problèmes économiques, sociaux et politiques, qui affectent notamment la performance économique générale et alimentent les sentiments protectionnistes.

Dans le même temps, les modes de croissance ont généré des coûts environnementaux significatifs. Des actifs naturels ont été et continuent d'être épuisés, les services écosystémiques qu'ils assurent étant déjà compromis par la pollution environnementale.

TOUJOURS PLUS D'INÉGALITÉS
ÉVOLUTION DES NIVEAUX D'INÉGALITÉ ENTRE LE DÉBUT DES ANNÉES 90 ET LA FIN DES ANNÉES 2000
Coefficient de Gini du revenu des ménages



Notes: Pour le début des années 90, les chiffres font généralement référence à 1993, tandis que pour la fin des années 2000 ils font généralement référence à 2008.

Les coefficients de Gini sont établis sur la base du revenu équivalent pour les pays de l'OCDE et du revenu par habitant pour toutes les économies émergentes à l'exception de l'Inde et de l'Indonésie pour lesquelles on a pris les chiffres de la consommation par habitant.

Source: Base de données OCDE-UE sur les économies émergentes et Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial.

L'étude de l'OCDE *Toujours plus d'inégalités : pourquoi les écarts de revenus se creusent* (2012) montre que l'écart s'est accru entre les riches et les pauvres dans la plupart des économies avancées et émergentes. Elle analyse les grandes forces qui sont à la base de ces évolutions, elle présente les politiques les plus prometteuses pour contrer le creusement des inégalités et elle montre la façon dont les politiques peuvent être dosées quand les budgets publics sont tendus.

www.oecd.org/els/social/inegalite

- Même dans les pays
- traditionnellement plus
- égalitaires -- comme
- l'Allemagne, le Danemark et la
- Suède -- l'écart de revenu entre
- les pauvres et les riches
- s'accroît -- de 1 à 5 dans les
- années 1980, il atteint 1 à 6
- aujourd'hui. Il est de 1 à 10 en
- Italie, au Japon, en Corée et au
- Royaume-Uni et atteint 1 à 14 en
- Israël, en Turquie et aux États-
- Unis, et même plus de 1 à 25 au
- Mexique et au Chili.

- Bien que l'Afrique du Sud, la
- Chine, la Fédération de Russie et
- l'Inde aient connu une forte
- expansion économique au cours
- de la décennie écoulée, ces pays
- ont également enregistré de fortes
- aggravations des inégalités sur la
- période. En Indonésie et au Brésil
- néanmoins, la forte croissance de
- la production s'est accompagnée
- d'une baisse des inégalités de
- revenu. Toutefois, l'écart entre les
- pauvres et les riches demeure
- élevé au Brésil, puisqu'il atteint 1
- à 50.

Répondre aux besoins de deux milliards d'êtres humains supplémentaires d'ici 2050 et améliorer les niveaux de vie pour tous mettront à l'épreuve notre capacité à gérer et restaurer ces actifs naturels dont dépend toute vie. Un échec aurait de graves conséquences, notamment pour les plus déshérités et, en dernière analyse, il fragiliserait la croissance économique et le développement humain.



Pour en savoir plus

www.oecd.org/economy/goingforgrowth/inequality

Objectif croissance, chapitre intitulé « Peut-on à la fois réduire les inégalités de revenus et accélérer la croissance ? » (OCDE, 2012)

Perspectives on Global Development 2012 : Social Cohesion in a Shifting World (OCDE, 2012)

The Impact of Publicly Provided Services on the Distribution of Resources : Review of New Results and Methods, Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations N° 130 (OCDE, 2012).

Tacking Inequalities in Brazil, China, India and South Africa – The Role of Labour Market and Social Policies (OCDE, 2010)

Les publications de l'OCDE sont disponibles en libre consultation à www.oecd-ilibrary.org

ÉVOLUTIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES À L'HORIZON 2050

D'ici à 2050, la population de la planète devrait passer de 7 milliards à plus de 9 milliards, et l'économie mondiale devrait presque quadrupler, entraînant une demande croissante d'énergie et de ressources naturelles.

La croissance devrait certes demeurer élevée, mais les taux de progression moyens du PIB devraient selon les projections ralentir en Chine et en Inde. L'Afrique pourrait enregistrer les plus forts taux de croissance du monde entre 2030 et 2050.

En 2050, les personnes âgées de plus de 65 ans devraient représenter plus du quart de la population des pays de l'OCDE, contre 15 % aujourd'hui. La Chine et l'Inde devraient, elles aussi, enregistrer un important vieillissement démographique, alors que les populations plus jeunes d'autres parties du monde, notamment de l'Afrique, devraient augmenter rapidement. Ces mutations démographiques et l'élévation des niveaux de vie impliquent une modification des modes de vie et des habitudes de consommation, qui auront des conséquences non négligeables pour l'environnement. Près de 70 % de la population de la planète vivra en zone urbaine en 2050, amplifiant des problèmes tels que la pollution atmosphérique, la congestion des transports et la gestion des déchets.

Faute de politiques plus efficaces, une économie mondiale quatre fois plus importante qu'actuellement verra sa consommation d'énergie augmenter de 80 % à l'horizon 2050. La part des énergies fossiles dans le bouquet énergétique mondial devrait se maintenir aux environs de 85 %. Les grandes économies émergentes devraient devenir de gros consommateurs d'énergie. Pour nourrir une population toujours plus nombreuse dont les préférences alimentaires évoluent, la superficie des terres agricoles devra augmenter à l'échelle mondiale au cours de la prochaine décennie.

Faute de nouvelle action politique, les projections de l'OCDE indiquent que les progrès réalisés en matière de lutte contre la pollution et d'utilisation plus efficace des ressources ne suffiront pas à compenser les pressions que la croissance démographique et la hausse des niveaux de vie font peser sur l'environnement. La dégradation et l'érosion de notre capital environnemental naturel risquent de se poursuivre jusqu'en 2050, entraînant des changements irréversibles qui pourraient mettre en péril les acquis de plusieurs siècles d'amélioration des niveaux de vie.

Les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : les conséquences de l'inaction* (2012)

font une analyse prospective des tendances économiques et démographiques au cours des quatre prochaines décennies, basée sur les travaux de modélisation menés conjointement par l'OCDE et l'Agence d'évaluation environnementale des Pays-Bas (PBL). Cet ouvrage évalue les impacts de ces tendances sur l'environnement, si nous n'introduisons pas des politiques plus ambitieuses pour mieux gérer les ressources naturelles, et il examine certaines des politiques qui pourraient modifier positivement cette situation. Les *Perspectives* traitent plus particulièrement de quatre domaines : changement climatique, biodiversité, eau et impact de la pollution sur la santé. Leurs conclusions est qu'une action urgente est nécessaire pour éviter les coûts significatifs, en termes tant économiques qu'humains, liés à l'inaction.



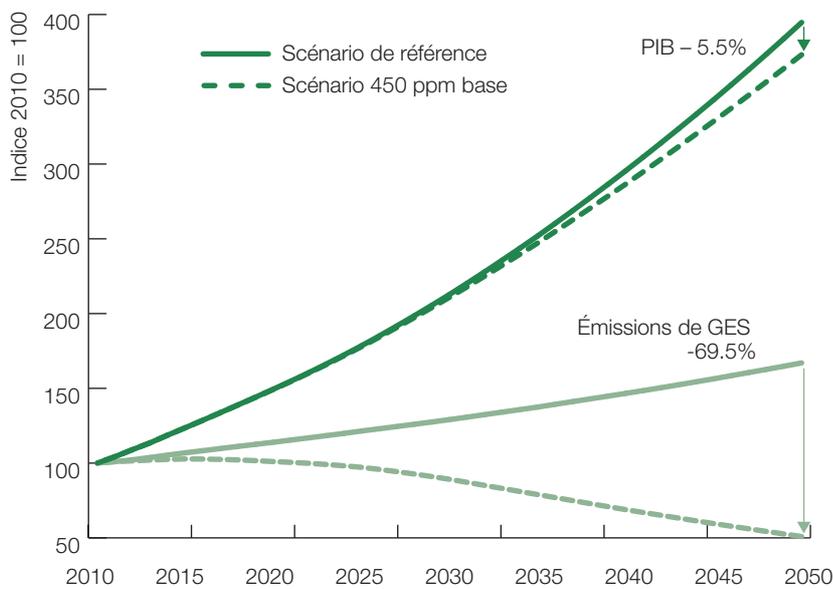
www.oecd.org/environnement/perspectives2050





COMBIEN COÛTERAIT LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Scénario 450 base : émissions mondiales et coût de l'atténuation



Source: Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050: Les conséquences de l'inaction (OCDE, 2012); résultat du modèle ENV-Linkages.

IL EST BÉNÉFIQUE D'AGIR DÈS MAINTENANT

Il est rationnel d'agir rapidement, des points de vue environnemental et économique.

Sur le plan climatique par exemple, si les pays agissent dès à présent, il reste une chance — certes de plus en plus mince — de voir les émissions de GES plafonner avant 2020 et de limiter l'augmentation moyenne de la température mondiale à 2 °C. Les Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 donnent à penser qu'un prix mondial du carbone suffisant pour réduire les émissions de GES de près de 70 % en 2050 par rapport au scénario de référence et pour limiter les concentrations de GES à 450 parties par million (ppm), n'entraînerait un ralentissement de la croissance économique que de 0.2 point de pourcentage par an en moyenne, alors que le PIB mondial serait néanmoins presque multiplié par quatre. La différence est frappante, surtout comparée au coût potentiel de l'inaction qui, selon certaines estimations, pourrait atteindre pas moins de 14 % de la consommation moyenne mondiale par habitant. En outre, d'après les Perspectives, en 2050 les bénéfices découlant d'une réduction supplémentaire de la pollution atmosphérique dans les BRIICS (Brésil, Russie, Inde, Indonésie, Chine et Afrique du Sud) pourraient se révéler dix fois plus importants que les coûts. S'agissant des investissements consacrés à l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les pays en développement, le rapport entre coûts et bénéfices peut atteindre 1 à 7.



À QUOI POURRAIT RESEMBLER L'ENVIRONNEMENT EN 2050 SI L'ON MAINTIENT LES POLITIQUES ACTUELLES ?

Les perturbations liées au changement climatique vont sans doute s'aggraver et devenir irréversibles, avec une augmentation de plus de 50 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES).

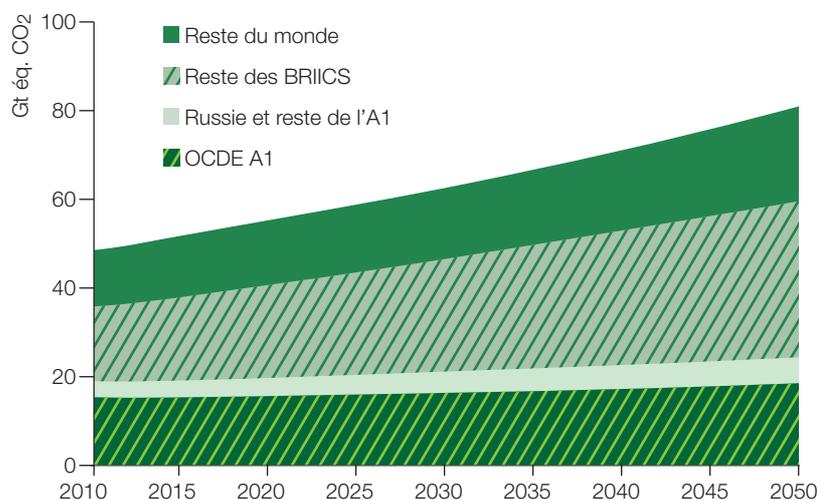
La température moyenne mondiale dépasserait alors de 3 à 6 °C les niveaux préindustriels d'ici la fin du siècle. Les engagements de réduction de GES pris par les pays signataires des accords de Cancun, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2010 ne seront pas suffisants pour empêcher que la hausse de la température moyenne mondiale dépasse l'objectif de 2 °C convenu au plan international, à moins d'une baisse très rapide et coûteuse des émissions après 2020. Dépasser le seuil de 2 °C entraînerait une altération des régimes pluviométriques, une fonte accrue des glaciers et du permafrost, une montée du niveau de la mer et une augmentation de l'intensité d'événements météorologiques extrêmes. La capacité des populations et des écosystèmes à s'adapter pourrait être mise en danger.

L'appauvrissement de la biodiversité devrait se poursuivre, surtout en Asie, en Europe et en Afrique australe.

À l'échelle mondiale, la biodiversité terrestre (mesurée par l'abondance moyenne des espèces — ou AME — qui est un indicateur de l'intégrité des écosystèmes naturels) devrait enregistrer un recul supplémentaire de 10 % d'ici à 2050. La superficie des forêts matures devrait diminuer de 13 %. D'ici à 2050, le changement climatique sera devenu, selon les projections, le facteur de perte de biodiversité progressant le plus rapidement. L'appauvrissement de la biodiversité menace le bien-être humain, surtout pour les populations rurales pauvres et les communautés autochtones, dont les moyens de subsistance sont souvent directement dépendants des ressources naturelles et de services écosystémiques fonctionnant de façon satisfaisante.



ÉMISSIONS DE GES PAR RÉGION

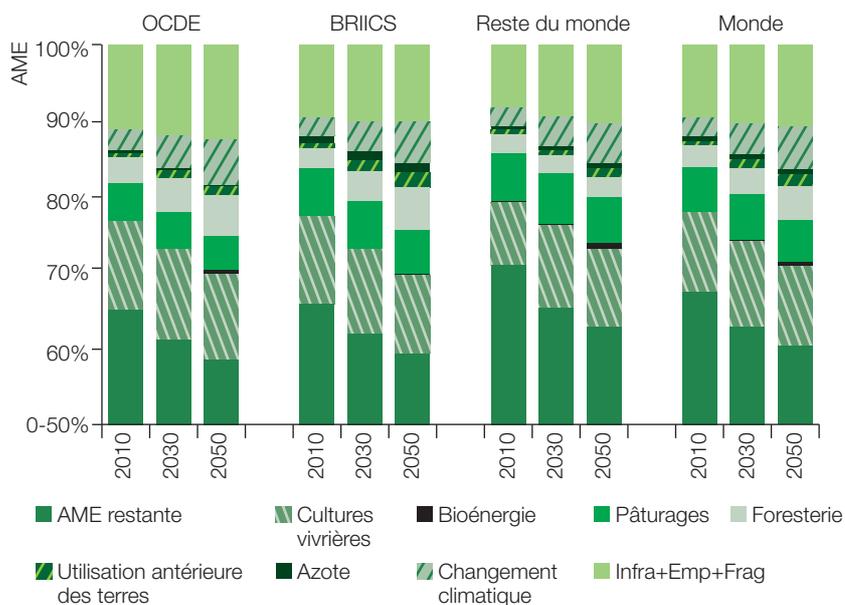


Notes : « OCDE A1 » désigne le groupe des pays de l'OCDE visés à l'Annexe I du Protocole de Kyoto.

Reste des BRICS: groupe de pays comprenant le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud.

Gt éq CO₂ : gigatonnes d'équivalent CO₂.

EFFETS DES DIFFÉRENTES PRESSIONS SUR L'AME TERRESTRE



Note : une AME de 100% correspond à un état non perturbé.

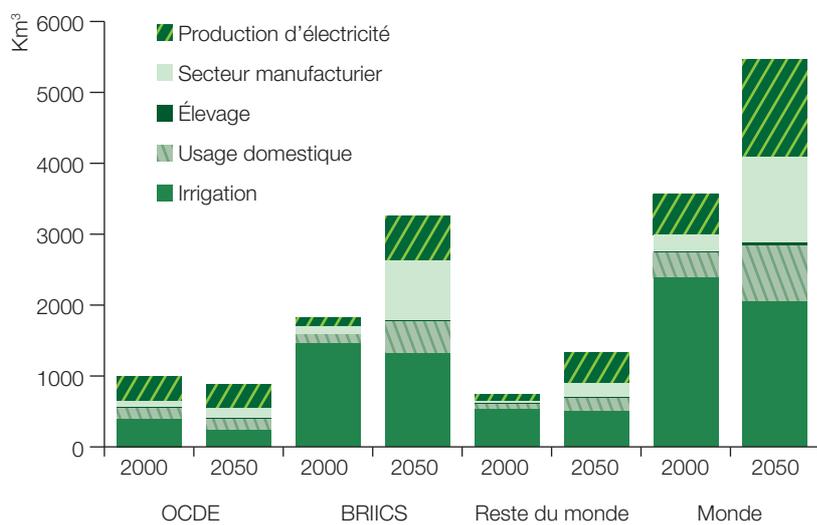
Infra+Emp+Frag correspond à Infrastructure, empiètement et fragmentation.



- Un tiers environ de la biodiversité
- dulcicole mondiale a déjà disparu,
- et il est prévu que cette tendance
- se poursuive jusqu'en 2050.

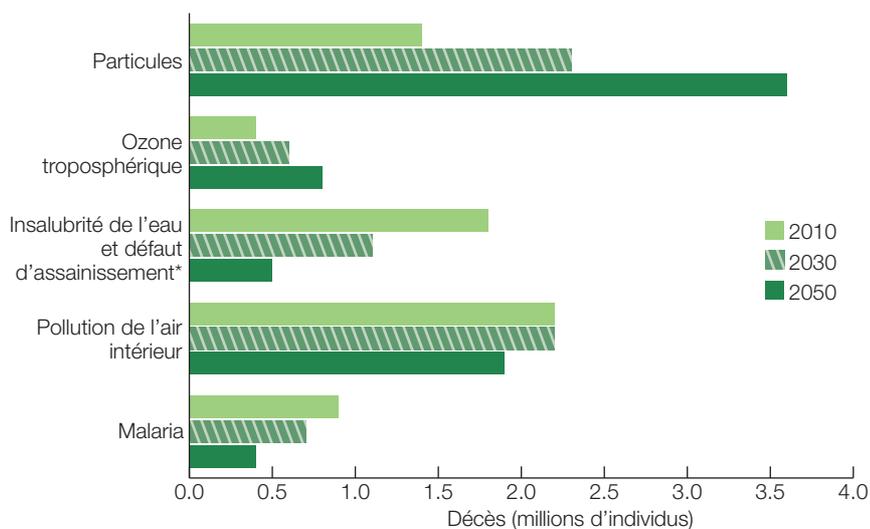
Les ressources disponibles en eau douce subiront des pressions accrues dans de nombreuses régions, 2,3 milliards d'êtres humains de plus qu'aujourd'hui -- soit au total plus de 40 % de la population mondiale -- étant appelés à vivre dans des bassins hydrographiques soumis à un stress hydrique élevé, notamment en Afrique du nord et Afrique australe, ainsi qu'en Asie du sud et en Asie centrale. La demande mondiale d'eau devrait augmenter de 55 %, ce qui avivra la concurrence entre les usages. La préservation des flux environnementaux sera fragilisée, mettant en danger les écosystèmes. La pollution par les eaux urbaines résiduaires et l'agriculture devrait s'aggraver dans la plupart des régions, intensifiant l'eutrophisation et portant atteinte à la biodiversité aquatique. À l'échelle mondiale, on prévoit que plus de 240 millions de personnes seront dépourvues d'accès à une source d'eau améliorée en 2050 et que 1,4 milliard de personnes seront toujours privées d'accès à un assainissement de base.

DEMANDE MONDIALE D'EAU



Note : Ce graphique ne mesure que la demande d'« eau bleue » et ne tient pas compte de l'agriculture pluviale.

DÉCÈS PRÉMATURÉS LIÉS À CERTAINS RISQUES ENVIRONNEMENTAUX DANS LE MONDE



Note : *mortalité infantile uniquement.

Source : Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050: Les conséquences de l'inaction (OCDE, 2012); résultats des modèles IMAGE et ENV-Linkages.

- Il est peu probable que l'Afrique
- subsaharienne atteigne l'Objectif du
- millénaire pour le développement
- (OMD) consistant à diviser par deux
- d'ici 2015 le nombre d'individus qui
- n'avaient pas accès à un
- approvisionnement d'eau amélioré
- en 1990.

La pollution atmosphérique devrait devenir la principale cause environnementale de décès prématurés à l'échelle mondiale. Les concentrations de polluants atmosphériques dans certaines villes, en particulier en Asie, sont déjà bien supérieures aux niveaux préconisés par l'Organisation mondiale de la santé. En 2050, le nombre global de décès prématurés associés à l'exposition aux particules devrait plus que doubler pour atteindre 3,6 millions par an, la plupart de ces décès se produisant en Chine et en Inde. La charge de morbidité relative à l'exposition aux produits chimiques dangereux est importante à l'échelle mondiale, mais elle pèse plus lourd sur les pays non membres de l'OCDE où les mesures en matière de sécurité chimique sont encore insuffisantes.



Qu'est-ce que la croissance verte et comment peut-elle aider à assurer un développement durable ?

Vingt ans après le premier Sommet de Rio, le monde reste confronté à un double défi : élargir les possibilités économiques pour tous dans un contexte de population mondiale en expansion ; et faire face aux pressions environnementales qui, en cas d'inaction, pourraient saper notre capacité à tirer parti de ces possibilités.

La croissance verte est à la jonction de ces deux défis et vise à exploiter les possibilités de faire face à l'un comme à l'autre.

- **La croissance verte signifie**
- **promouvoir la croissance**
- **économique et le développement**
- **tout en veillant à ce que les actifs**
- **naturels continuent de fournir les**
- **ressources et services**
- **environnementaux dont dépend**
- **notre bien-être.**

Pour cela, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui serviront d'assise à une croissance durable et susciteront de nouvelles possibilités économiques.

La croissance verte n'est pas un substitut au développement durable. Il s'agit plutôt d'une approche pratique et flexible pour réaliser des progrès concrets et mesurables sur l'ensemble de ses piliers économique et environnemental, tout en tenant pleinement compte des conséquences sociales du verdissement de la

dynamique de croissance des économies. L'axe des stratégies de croissance verte est de faire en sorte que les actifs naturels puissent fournir de façon durable tout leur potentiel économique. Il s'agit notamment de fournir les services essentiels au maintien de la vie — pureté de l'air et de l'eau, et résilience de la biodiversité nécessaire à la production d'aliments et à la santé humaine. Les actifs naturels ne sont pas indéfiniment substituables et les politiques de croissance verte tiennent compte de ce constat.

Les politiques de croissance verte font partie intégrante des réformes structurelles nécessaires pour promouvoir une croissance robuste,

plus durable et inclusive. Elles peuvent également libérer de nouveaux moteurs de croissance à travers :

- **L'amélioration de la productivité** par la création d'incitations à une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles, la réduction des déchets et de la consommation d'énergie, la libération des possibilités d'innovation et de création de valeur et l'allocation des ressources aux usages présentant la plus forte valeur ;
- **Le renforcement de la confiance des investisseurs** par une plus grande prévisibilité dans la façon dont les pouvoirs publics abordent les grandes questions environnementales ;

En mai 2011, l'OCDE a publié sa **Stratégie pour une croissance verte** à l'intention des Chefs d'État et Ministres de plus de quarante pays, qui l'ont accueillie favorablement en considérant qu'il s'agissait d'un outil utile pour élargir la croissance économique et la création d'emplois par une utilisation plus durable des ressources naturelles, des gains d'efficacité dans la consommation d'énergie et la valorisation des services écosystémiques.

La Stratégie répond à une demande des Ministres des 34 pays qui ont signé la Déclaration sur la croissance verte en 2009, et se sont ainsi engagés à redoubler d'efforts pour poursuivre des stratégies de croissance verte en tant qu'élément de leur action face à la crise économique et au-delà.

www.oecd.org/croissanceverte





■ **L'ouverture de nouveaux marchés** par une stimulation de la demande de produits, de services et de technologies écologiques ;

■ **Une contribution à l'assainissement des comptes publics** par une mobilisation de recettes basée sur une fiscalité verte et l'élimination des aides préjudiciables à l'environnement. Ces mesures peuvent également aider à générer ou libérer des ressources pour les programmes de lutte contre la pauvreté dans des domaines comme l'approvisionnement en eau et l'assainissement, ou d'autres investissements en faveur des populations déshéritées ;

■ **La réduction des risques de chocs négatifs pour la croissance**, imputables à des goulets d'étranglement au niveau des ressources, ainsi que d'impacts environnementaux préjudiciables et potentiellement irréversibles.

Les stratégies en faveur de la croissance verte doivent être adaptées aux spécificités des pays.

Elles devront prendre soigneusement en considération la façon de gérer tout arbitrage potentiel et d'exploiter au mieux les synergies entre la croissance verte et la réduction de la pauvreté. Dans ce dernier domaine, il s'agit par exemple de mettre à la disposition de la population des infrastructures plus efficaces (par exemple, en matière d'énergie, d'approvisionnement en eau et de transport), de s'attaquer aux problèmes de santé associés à la dégradation de l'environnement et d'introduire des technologies efficaces de nature à réduire les coûts et accroître la productivité, tout en réduisant les pressions sur l'environnement. Vu le rôle central que jouent les actifs naturels dans les pays à faible revenu, les politiques de croissance verte peuvent

atténuer la vulnérabilité face aux risques environnementaux et renforcer la sécurité des moyens d'existence des plus démunis.

Les stratégies de croissance verte reconnaissent également que le fait de privilégier le PIB comme principale mesure du progrès économique ignore de façon générale la contribution des actifs naturels à la richesse, à la santé et au bien-être. Elles doivent donc s'appuyer sur un plus large éventail de mesures du progrès, qui prennent en compte la qualité et la composition de la croissance, ainsi que la façon dont cela affecte la richesse et le bien-être des populations.

L'OCDE travaille à identifier les panoplies d'initiatives et les outils de mesure que les pays dans différentes situations peuvent adopter pour mettre en œuvre la croissance verte d'une façon qui contribue à l'éradication de la pauvreté, aux possibilités d'emploi et à une économie robuste et durable.

● **Le point de départ de ces travaux de l'OCDE est qu'il n'y a pas de « formule universelle » pour promouvoir une croissance plus verte.**

Le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie dépend du cadre politique et du dispositif institutionnel, du niveau de développement, de la dotation en ressources naturelles et des points exposés à des pressions environnementales. Les défis et opportunités ne sont pas les mêmes pour les pays avancés, émergents ou en développement. Si les plans nationaux pourront différer, les stratégies de croissance verte devront dans tous les cas aller de pair avec les grands piliers de l'action en faveur de l'équité sociale : plus d'investissement dans le capital humain, un soutien de l'emploi solidaire et des politiques fiscales et de redistribution bien conçues.

Le rapport de l'OCDE sur la croissance verte et les pays en développement (à paraître) a pour objet d'identifier les domaines prometteurs dans lesquels des objectifs de croissance verte pourraient être poursuivis, ainsi que les politiques, réglementations, transferts de technologie, financements et nouvelles possibilités en matière de marché et d'innovation qui pourraient contribuer à leur concrétisation. Il passe en revue les principaux obstacles ainsi que les options pour un cadre d'action et un ensemble de critères sur lesquels les pays en développement pourraient se pencher dans leurs efforts en faveur de politiques de croissance verte. Les travaux débiteront également sur la façon dont les progrès pourraient être mesurés.



L'élaboration de ce rapport s'appuie sur un processus de consultation avec les pays en développement. Il s'agit d'offrir aux pays en développement partenaires une plate-forme leur permettant d'indiquer leur intérêt à collaborer avec l'OCDE pour l'élaboration d'un programme d'action pour la croissance verte qui soit réalisable et réponde à leurs besoins et qui prenne en compte les aspirations de leurs citoyens.

www.oecd.org/cad/croissanceverte



Les composantes de stratégies de croissance verte efficaces

La Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte propose un prisme analytique pouvant être appliqué à la diversité des besoins et priorités des pays. Elle aide à identifier le dosage des politiques le mieux adapté pour promouvoir une croissance plus durable et inclusive.

Un certain nombre de critères à même d'orienter la conception des stratégies d'action sont proposés, comme le rapport coût-efficacité, les incitations à l'adoption et l'observance ainsi que la capacité à faire face à l'incertitude et à fournir des signaux clairs et crédibles aux investisseurs. Il existe aussi d'autres critères importants, comme l'efficacité dans la stimulation de l'innovation et la diffusion de technologies vertes, et la mesure dans laquelle des instruments peuvent être conçus et mis en œuvre d'une façon qui facilite la coordination internationale.

Les questions de gouvernance sont également un aspect important dans la conception et la mise en œuvre de l'action publique. Les difficultés rencontrées pour le suivi des performances environnementales et de l'observance, la perception de taxes vertes, l'adaptation de nouvelles technologies ou la mise en place de nouveaux marchés peuvent influencer sur le choix des instruments d'action dans les pays caractérisés par de vastes économies informelles et aux capacités institutionnelles ou humaines limitées. Les effets redistributifs jouent un rôle tout aussi important dans l'élaboration des politiques, notamment pour la protection des ménages à faible revenu contre tout effet préjudiciable des réformes. Les stratégies efficaces puiseront certainement

parmi les éléments clés identifiés dans cette section.

VALORISATION DES ACTIFS NATURELS ET DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

La valorisation et la tarification au juste prix des ressources naturelles et de la biodiversité ainsi que des services écosystémiques qu'elles fournissent, conduisent à une utilisation plus durable de ces biens et services. Ainsi, la tarification peut être un moyen efficace d'allouer l'eau, notamment quand elle est rare, et d'encourager une consommation plus durable. Des tarifs de l'eau adéquats peuvent générer des ressources financières indispensables pour aider à couvrir les coûts de l'infrastructure pour l'eau, laquelle est essentielle pour assurer le maintien et l'élargissement de l'accès à des services d'alimentation en eau et d'assainissement pour tous.

Les instruments économiques apparaissent également prometteurs pour la biodiversité et les autres services écosystémiques. L'estimation de la valeur monétaire des services fournis par les écosystèmes et la biodiversité peut donner plus de visibilité aux bénéfices qu'ils procurent et conduire à des décisions meilleures, d'un rapport coût-efficacité plus intéressant. La création de marchés et d'incitations à la prise en compte de ces valeurs est un élément important de la boîte à outils pour la croissance verte, par exemple au travers des paiements pour les services écosystémiques (PSE) pour les forêts et bassins hydrographiques, des droits sur l'eau négociables ou de l'utilisation de dispositifs de certification par éco-

étiquetage. Les analyses de l'OCDE mettent l'accent sur la valorisation économique de la biodiversité et des services écosystémiques et sur l'utilisation d'incitations économiques et d'instruments de marché pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des services écosystémiques associés. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique.

- **L'intérêt porté aux paiements pour services écosystémiques (PSE) s'est rapidement accru au cours de la dernière décennie, avec plus de 300 programmes engagés à ce jour à l'échelle mondiale. Les programmes de PSE réalisés actuellement rien qu'en Chine, au Costa Rica, aux États-Unis, au Mexique et au Royaume-Uni génèreraient selon les estimations plus de 6,53 milliards USD par an.**

Pour en savoir plus

www.oecd.org/env/biodiversite

www.oecd.org/eau

Green Growth and Biodiversity, OECD Green Growth Papers (à paraître)

Payer pour la biodiversité : améliorer l'efficacité-coût des paiements pour services écosystémiques (OCDE, 2010)

Le prix de l'eau et des services d'eau potable et d'assainissement. Études de l'OCDE sur l'eau (OCDE, 2010)

Adapter les politiques de croissance verte aux différents pays

L'OCDE soutient les pays dans leurs efforts pour concevoir et mettre en oeuvre des stratégies pour une croissance plus verte et plus inclusive, notamment au travers ses conseils de base dans ses activités de surveillance multilatérale et par pays. Par ces moyens, l'OCDE propose des orientations adaptées aux besoins spécifiques des différents pays.

Les **Études économiques de l'OCDE** évaluent de manière systématique la façon dont les recommandations en matière de politique environnementale et de croissance interagissent, notamment dans des domaines comme la fiscalité, l'innovation, les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et la réglementation des marchés de produits. Les dernières études couvrant la croissance verte ont porté sur l'Allemagne, le Brésil, la Corée, le Danemark, la Fédération de Russie, l'Inde, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Pologne.



Réalisés à la demande des pays, les **Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement** s'attachent désormais à aider les pays à améliorer les conditions internes pour les investissements destinés à soutenir des objectifs de croissance verte. L'examen des politiques de l'investissement de la Colombie et les examens à paraître sur la Tunisie, la Jordanie et la Malaisie privilégient tous le thème de la « Croissance verte ».



Les **Examens environnementaux de l'OCDE** étudient la façon dont le cadre de la politique environnementale des pays peut contribuer à la croissance verte, par le biais de mécanismes de tarification et de mesures de transition. Les examens récents ont porté sur Israël, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, le Portugal, la République slovaque et la Grèce.



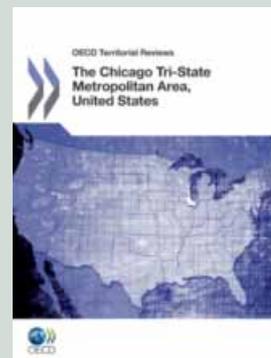
Également conduits à la demande des pays, les **Examens de l'OCDE des politiques d'innovation** intègrent des considérations liées à la croissance verte dans leurs recommandations, de même que des exemples de pratiques exemplaires pour améliorer les politiques ayant un impact sur l'innovation, notamment les politiques de R-D. Les examens récents ont concerné la Russie et le Pérou.



Le rapport de l'OCDE **Objectif croissance** met en lumière les priorités de réforme structurelle pour dynamiser les revenus réels de chaque pays de l'OCDE et d'économies émergentes clés. Il commencera à signaler les possibilités d'action susceptibles de renforcer la croissance et d'améliorer l'environnement, de même que les arbitrages qui pourraient devoir être faits.



Le **programme Villes vertes** de l'OCDE évalue l'impact des politiques de croissance verte et de durabilité urbaines sur la performance économique et la qualité environnementale en zone urbaine et au plan national dans différents contextes géographiques, économiques et réglementaires nationaux. Une première série d'études de cas a porté sur la région Paris-Île de France, la grande région métropolitaine de Chicago et la Corée. Des études de cas de Stockholm, Kitakyushu, d'Abu Dhabi et de la Chine, sont actuellement en cours.





RENDRE LA POLLUTION PLUS COÛTEUSE

L'affectation d'un prix à la pollution – par le biais de taxes sur le carbone ou de dispositifs d'échange de droits d'émission — est une politique essentielle pour une croissance plus verte. **Les mécanismes de tarification ont tendance à réduire les coûts de la réalisation d'un objectif environnemental donné et à inciter à davantage de gains d'efficacité et d'innovation, en encourageant une production et des modes de consommation plus durables.** Une meilleure tarification des « fardeaux »

environnementaux peut contribuer à une amélioration de la situation sanitaire du fait d'un environnement plus propre, avec des répercussions positives sur le capital humain, la productivité du travail et la réduction des dépenses liées à la santé.

Les instruments de tarification peuvent également générer un surcroît de recettes fiscales pour donner davantage de marges de manoeuvre à des budgets gouvernementaux serrés et aider à financer des priorités essentielles comme la santé, l'enseignement ou le développement des infrastructures. Un certain nombre de pays se sont lancés

dans des réformes de fiscalité verte, en utilisant souvent les recettes générées pour réduire la fiscalité du travail, ce qui pourrait contribuer à la fois à dynamiser l'emploi et à encourager la croissance verte.

- Si les économies avancées
- utilisaient les taxes ou les permis
- par adjudication pour réduire les
- émissions de gaz à effet de serre
- auxquelles elles se sont engagées
- dans les Accords de Cancún, les
- recettes budgétaires pourraient
- s'élever en 2020 à
- 250 milliards USD par an.

Pour en savoir plus

www.oecd.org/env/taxes-fr

Interactions Between Emission Trading Systems and Other Overlapping Policy Instruments, document en diffusion générale (OCDE, 2011)

La fiscalité, l'innovation et l'environnement (OCDE, 2010)

L'ouvrage de l'OCDE **La réforme fiscale écologique axée sur la réduction de la pauvreté**, *Lignes directrices et ouvrage de référence du CAD (2005)* identifie les approches d'une réforme fiscale au service de la croissance verte susceptibles de donner de bons résultats dans la plupart des pays en développement. Ce rapport propose des éclairages et des exemples de pratiques exemplaires sur l'utilisation de la fiscalité écologique et de mesures de tarification dans les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté des pays. Il examine également l'économie politique de la réforme fiscale écologique et le rôle des donateurs en soutien de la réforme.

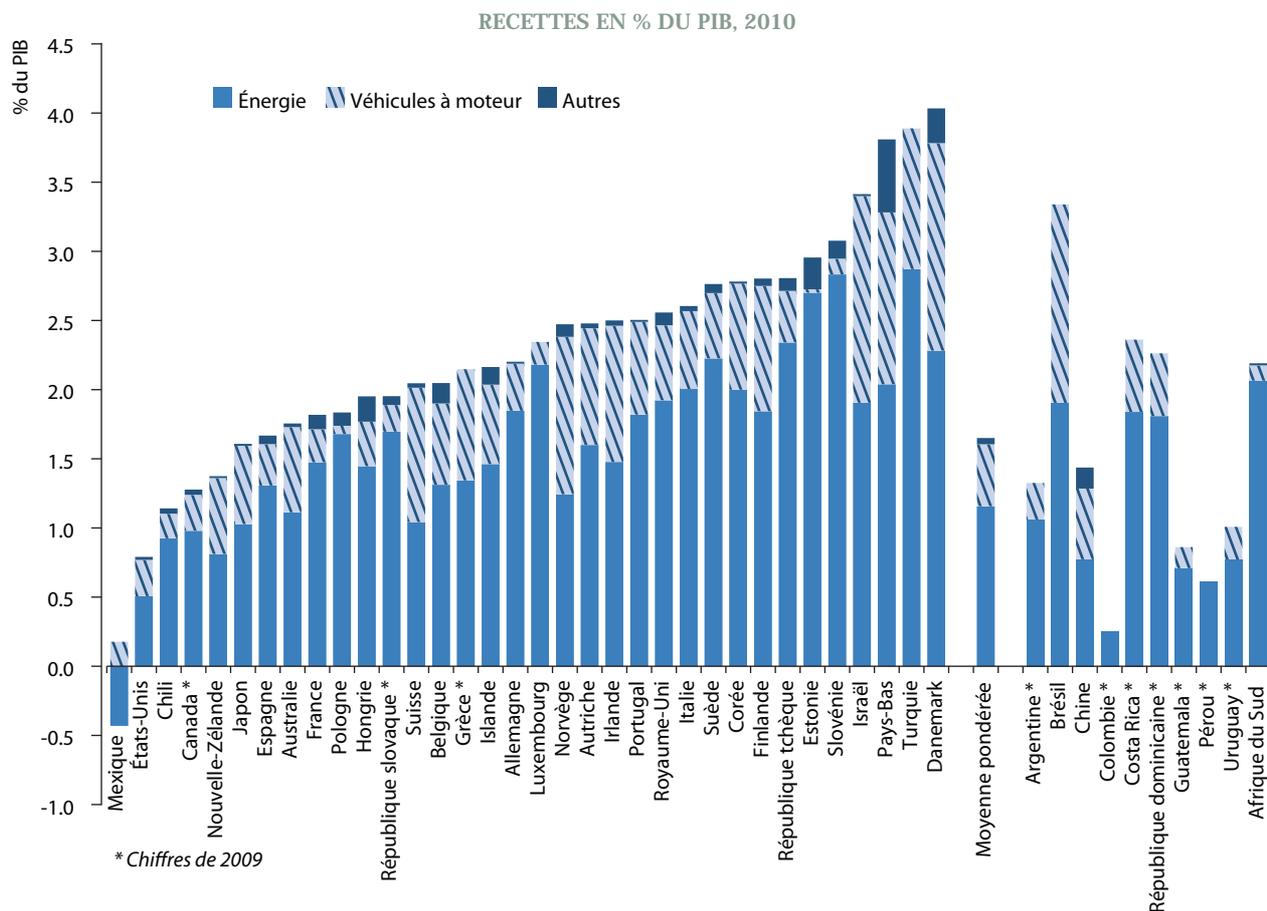


www.oecd.org/dev/pauvrete

FISCALITÉ LIÉE À L'ENVIRONNEMENT

L'utilisation de la fiscalité environnementale (et de systèmes d'échange de droits d'émission) s'est étendue au cours des années récentes, mais il subsiste des marges significatives pour une utilisation accrue de ces instruments de tarification.

Entre-temps, les recettes procurées par les taxes sur l'énergie, qui sont la forme la plus courante de fiscalité liée à l'environnement, ont eu tendance à baisser en proportion du PIB, en partie du fait que l'augmentation de la demande mondiale d'énergie a entraîné une hausse des prix avant impôts et encouragé une plus grande efficacité dans l'utilisation des carburants – ce qui montre l'impact des incitations économiques.



Note: Les recettes de la fiscalité sur les carburants sont incluses dans la rubrique « Énergie » et non « Véhicules à moteur ».

Les redevances et recettes fiscales provenant de l'extraction de pétrole et de gaz ne sont pas comprises.

Source: base de données OCDE/AEE sur les instruments de la politique environnementale : www.oecd.org/env/policies/database



RÉFORMER LES AIDES PRÉJUDICIALES À L'ENVIRONNEMENT

Réformer les distorsions induites par l'action publique qui sont préjudiciables à la fois pour la croissance et pour l'environnement est une priorité essentielle dans la panoplie d'actions en faveur de la croissance verte. Les aides aux combustibles fossiles, par exemple, encouragent la pollution et limitent la capacité des pouvoirs publics à s'engager dans des programmes qui contribuent à améliorer les perspectives de croissance à long terme, visant par exemple une amélioration de la santé et de l'enseignement. Il existe d'importantes marges de réduction de la lourde charge que ces aides font peser sur les budgets publics, tout en ciblant mieux en parallèle les aides sur ceux qui en ont le plus besoin.

Les pouvoirs publics et les contribuables ont consacré environ 500 milliards USD en 2010 au soutien de la production et de la consommation de combustibles fossiles. Pour la toute première fois, l'OCDE a compilé un inventaire de plus de 250 mesures qui soutiennent la production ou la consommation de combustibles fossiles dans 24 pays industrialisés et qui, ensemble, couvrent 95 % de l'approvisionnement total en énergie primaire de l'OCDE. Ces mesures se sont chiffrées globalement à quelque 45 à 75 milliards USD par an entre 2005 et 2010. Dans les pays émergents et en développement, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a estimé que les aides à la consommation de combustibles fossiles ont atteint quelque 409 milliards USD en 2010.

Les aides aux combustibles fossiles encouragent l'utilisation dispendieuse d'énergie, elles contribuent à la volatilité des prix en brouillant les signaux du marché et elles sapent la compétitivité par rapport aux coûts des sources d'énergie renouvelables et des technologies à bon rendement énergétique. De surcroît, elles ne permettent souvent pas d'atteindre leurs objectifs affichés de réduction de



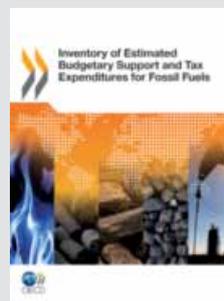
la pauvreté et de soutien du développement économique. **L'AIE a constaté que seulement 8 % des 409 milliards USD consacrés aux aides aux combustibles fossiles en 2010 ont été distribués aux 20 % les plus pauvres de la population** ; d'autres formes directes de soutien coûteraient bien moins cher et parviendraient aux personnes qui en ont le plus besoin.

L'analyse de l'OCDE donne à penser que la plupart des pays ou régions enregistreraient des gains de revenu réel après une suppression unilatérale de leurs aides à la consommation de combustibles fossiles, du fait d'une allocation plus efficiente de ressources

entre les secteurs. Les maigres ressources gouvernementales seraient libérées pour d'autres priorités, comme la protection des ménages vulnérables, la stimulation de la création d'emplois ou les aides destinées à faire face au changement climatique au plan national ou dans les pays en développement.

- Les gains de revenu en termes réels résultant de la suppression unilatérale des aides à la consommation de combustibles fossiles pourraient atteindre 4 % dans certains pays. Dans le même temps, les émissions mondiales de GES seraient réduites de 6 % d'ici 2050 par rapport au statu quo.

Pour aider les pouvoirs publics à comprendre la nature et l'ampleur de leurs politiques de soutien aux combustibles fossiles, l'**Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels** (OCDE, 2012) contient des informations détaillées sur plus de 250 mécanismes de soutien à la production et l'utilisation de combustibles fossiles dans les pays de l'OCDE. Cet inventaire sera régulièrement actualisé et élargi au fil du temps pour couvrir davantage de pays et de mécanismes de soutien.



www.oecd.org/iea-oecd-ffss

Pour en savoir plus

www.oecd.org/g20/combustiblesfossiles

An update of the G20 Pittsburgh and Toronto Commitments, rapport conjoint de l'AIE, de l'OPEP, de l'OCDE et de la Banque mondiale sur les aides aux combustibles fossiles et autres formes d'énergie (2011)

Mitigation Potential of Removing Fossil Fuel Subsidies: A General Equilibrium Assessment, Documents de travail du Département des affaires économiques n°853 (OCDE, 2011)

Un élan considérable se développe pour réduire les aides aux combustibles fossiles, notamment au sein du G20, de même que parmi les économies de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique). De nombreux pays ont désormais engagé des réformes, bien qu'il subsiste des obstacles économiques, politiques et sociaux considérables qui devront être surmontés pour réaliser des gains durables.

L'OCDE et l'AIE ont mis en place une base de données en ligne pour rendre plus disponibles et transparentes les données sur les aides aux consommateurs d'énergie et les mesures qui soutiennent la production ou la consommation de combustibles fossiles dans les pays de l'OCDE.

Les Études économiques de l'OCDE fournissent également des analyses et des conseils ciblés aux pays qui introduisent des réformes des aides aux combustibles fossiles, comme le Mexique, l'Inde et l'Indonésie.

S'agissant de l'agriculture et des pêcheries, certaines mesures de soutien à ces secteurs pourraient nuire à

l'allocation à des activités plus productives de ressources qui sont limitées, et accroître les pressions sur l'environnement, par exemple du fait d'une augmentation des émissions de GES, des charges de nutriments, des taux d'épuisement des ressources et des pressions sur les ressources foncières et hydriques. Toutes les formes d'aide à l'agriculture ne sont toutefois pas préjudiciables pour l'environnement et certaines mesures d'aide sont liées à la réalisation d'objectifs environnementaux particuliers. Les travaux de l'OCDE montrent que la part des aides à l'agriculture qui est liée à la production de produits de base a baissé (par exemple, soutien des prix du marché et obstacles associés aux échanges, soutien direct à la production ou subventions aux intrants agricoles) tandis que les mesures de soutien conditionnées au respect d'exigences particulières en matière d'environnement, de sécurité alimentaire et de bien-être animal ou de soutien basé sur la production de services écosystémiques ont augmenté. Les politiques ciblant des objectifs spécifiques sont susceptibles d'avoir une plus grande efficacité économique ou de produire de meilleurs résultats sur le



Pour en savoir plus

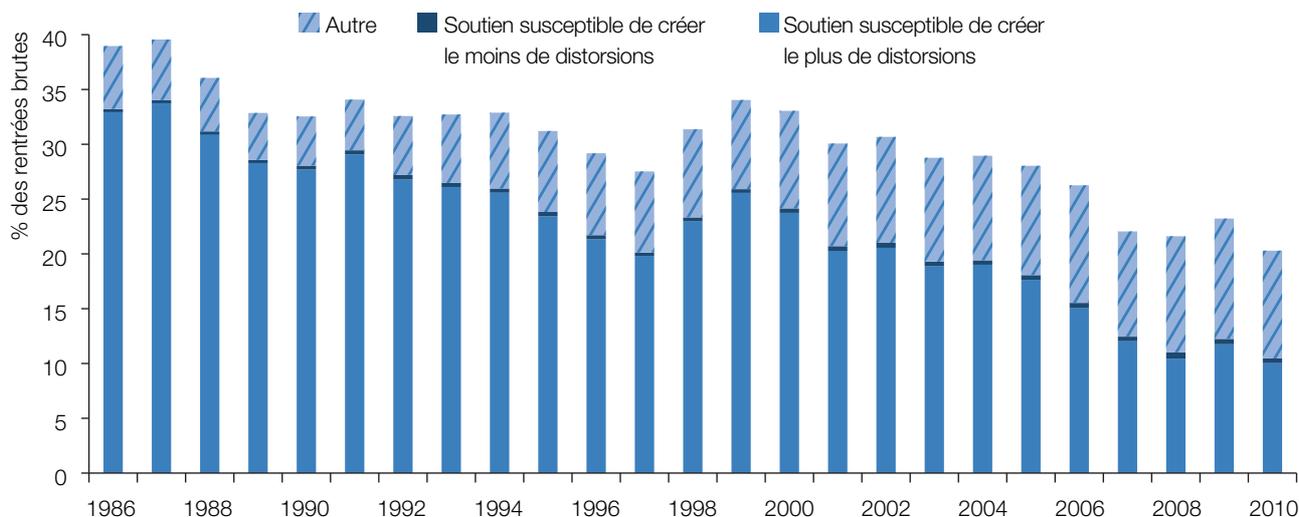
Découplage des aides à l'agriculture : www.oecd.org/agr/politique/decouplage

Base de données des estimations du soutien aux producteurs (ESP) et aux consommateurs (ESC) : www.oecd.org/agriculture/pse

Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011 : pays de l'OCDE et économies émergentes (OCDE, 2011)

plan environnemental. D'autres travaux sont en cours à l'OCDE pour approfondir la connaissance des liens entre politiques agricoles, soutien et croissance verte.

TRANSFERTS DES CONSOMMATEURS ET CONTRIBUABLES AUX PRODUCTEURS AGRICOLES 1986-2010



Notes: Susceptible de créer le plus de distorsions = soutien calculé sur la production de produits de base et sur des intrants agricoles sans contrainte attachée à leur utilisation.
 Susceptible de créer le moins de distorsions = soutien non basé sur la production.
 Les chiffres pour 2010 sont provisoires.
 Source: base de données des ESP et ESC de l'OCDE, 2011.

DÉVELOPPEMENT ET DIFFUSION DE L'INNOVATION ET DES TECHNOLOGIES VERTES

L'innovation, qui implique la création, la diffusion et l'utilisation de nouveaux produits, procédés et technologies peut aider à réaliser le découplage entre la croissance et les pressions sur l'environnement, au coût le plus bas possible. L'innovation peut également déboucher sur des idées nouvelles, de nouveaux entrepreneurs et de nouveaux modèles d'entreprise, contribuant à la mise en place de nouveaux marchés et, à terme, à la création d'emplois nouveaux.

Les moteurs de l'innovation verte diffèrent selon les pays. Les économies avancées et émergentes peuvent souvent mobiliser l'investissement direct étranger, les échanges et le capital humain pour renforcer leurs capacités dans les domaines de la technologie et de l'innovation. Toutefois, dans de nombreux pays en développement, l'innovation s'opère dans de petites entreprises ou dans l'économie informelle, moins à même de rechercher et d'assimiler des connaissances. Les cadres d'action en faveur de l'innovation verte devraient être ajustés aux circonstances nationales, notamment à la structure économique, aux capacités existantes pour innover et aux institutions en place.

L'innovation verte prospère dans les mêmes conditions que l'innovation générale, dans la mesure où leurs facteurs et obstacles fondamentaux sont similaires. L'innovation a donc besoin d'un cadre solide, notamment des marchés concurrentiels, l'ouverture aux échanges et à l'investissement étranger et des marchés financiers fonctionnant de façon satisfaisante. L'élimination des barrières aux entreprises nouvelles et de création récente est particulièrement importante, dans la mesure où ces

entreprises tendent à être plus réactives aux nouvelles possibilités technologiques et commerciales. Il est essentiel de protéger et de faire respecter efficacement les droits des propriétés intellectuelles (DPI) pour encourager le développement et la diffusion de technologies et faciliter l'investissement direct étranger et la cession de licences.

Néanmoins, le rythme et le mode de l'innovation « verte » sont également affectés par d'autres facteurs, comme le cadre de la politique environnementale. Les taxes sur les émissions et les systèmes de permis négociables fournissent des signaux de prix qui marquent l'engagement des pouvoirs publics en faveur d'une croissance plus verte, en donnant aux innovateurs une incitation à investir dans l'innovation verte et la souplesse nécessaire pour identifier les meilleurs moyens de concrétiser les objectifs environnementaux. Les signaux donnés par les prix rendent plus efficiente l'allocation des ressources en renforçant les marchés de l'innovation verte, et ils abaissent les coûts de la lutte contre les défis environnementaux.

Les signaux donnés par les prix ne sont toutefois pas suffisants, notamment pour que des technologies de rupture soient mises au point et diffusées dans l'ensemble de l'économie. Un soutien temporaire au développement et à la commercialisation de technologies vertes sera nécessaire dans certains cas, de même que des investissements publics et privés dans la recherche correspondante, en particulier dans les économies émergentes et en développement qui auront besoin d'adapter des technologies existantes à leur propre contexte local. Le renforcement des marchés de l'innovation verte est également important, par exemple avec des normes

et réglementations bien conçues dans le domaine des marchés publics.

- *Se contenter d'investir dans la R-D énergétique et environnementale n'est pas suffisant pour dynamiser l'innovation verte. Les activités de R-D dans des domaines comme la chimie, les sciences des matériaux et l'ingénierie sont des sources tout aussi importantes de recherche scientifique pour les inventions vertes.*

Des travaux récents de l'OCDE donnent à penser que les diverses mesures ont des effets significativement différents selon le niveau de développement technologique, d'où l'importance d'un dosage approprié des instruments d'action. Ainsi, quand une technologie est encore loin d'être compétitive, les prix relatifs importent moins que des normes de performances ambitieuses ou un soutien public significatif à la recherche.

De façon plus générale, certaines caractéristiques du cadre d'action pour la croissance verte, telles que l'exigence, la prévisibilité et la flexibilité, sont essentielles pour encourager l'innovation et le transfert de technologie. **Un régime « manquant de prévisibilité » peut ralentir l'invention et l'adoption de technologies.** Ainsi, la volatilité accrue des dépenses publiques de R-D a un effet négatif sur l'innovation.

Bien que la R-D dans les domaines de l'énergie et de l'environnement ne représente toujours qu'une faible part du PIB, les gouvernements ont au cours des années récentes encouragé une augmentation des investissements dans les technologies vertes, notamment les énergies renouvelables. La concurrence entre différentes trajectoires

technologiques étant capitale, il existe un risque que les gouvernements cherchent à privilégier certaines options plutôt que d'autres. Un moyen de l'éviter est d'apporter un soutien à l'infrastructure générale ou aux conditions de base pour un large éventail de choix technologiques, par exemple les systèmes avancés de gestion des réseaux électriques qui sont nécessaires pour un certain nombre de technologies de production d'électricité, ou des technologies génériques comme les technologies de l'information et des communications, la biotechnologie industrielle ou les nanotechnologies. Des politiques bien conçues sont indispensables à toute forme de soutien, par exemple pour garantir des procédures de sélection sur une base concurrentielle, privilégier la performance plutôt que telle ou telle

technologie, éviter de favoriser les entreprises établies ou d'offrir des possibilités de lobbying, assurer une évaluation rigoureuse des impacts de l'action publique et limiter les coûts.

L'aide à la commercialisation devrait être temporaire et s'accompagner de clauses d'extinction claires et de calendriers transparents pour son élimination progressive.

Pour en savoir plus

www.oecd.org/environnement/innovation

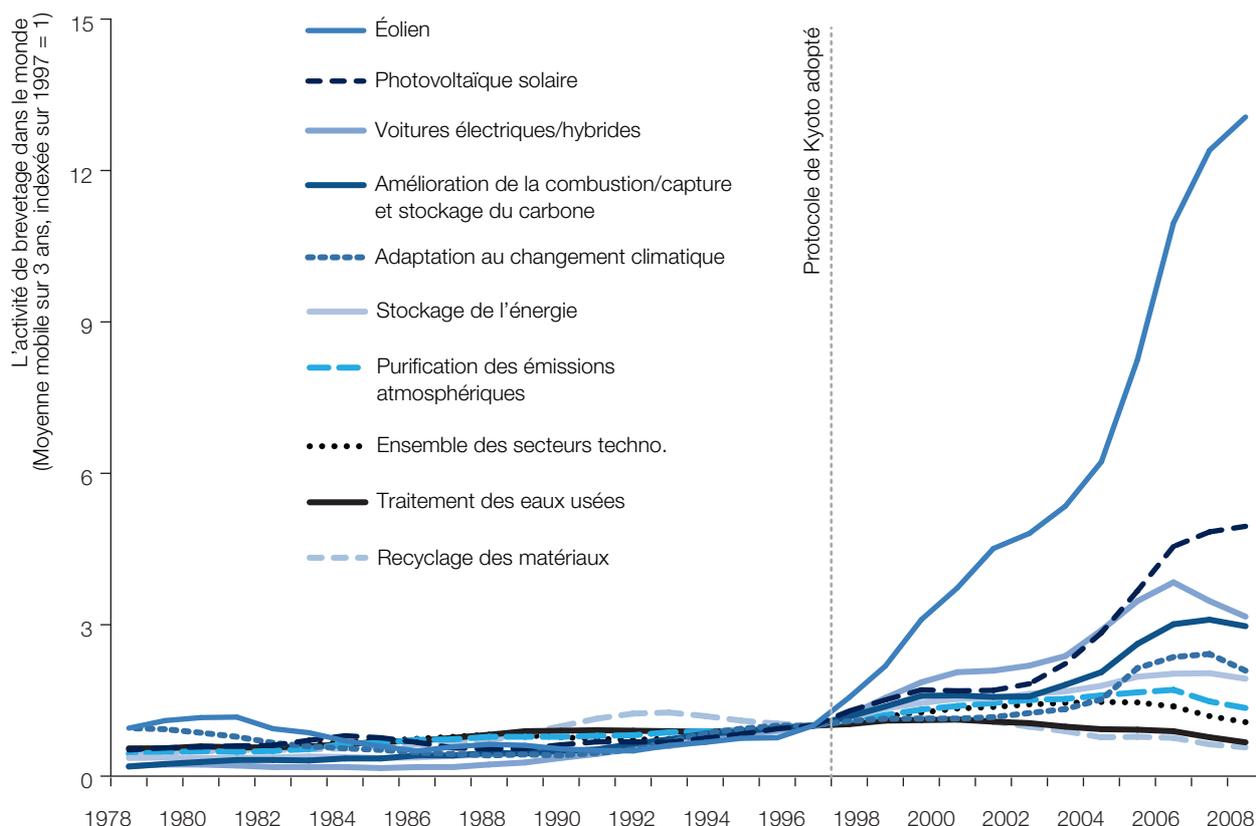
www.oecd.org/sti/innovation/green

Energy and Climate Policy and Innovation: Bending the Trajectory, Études de l'OCDE sur l'innovation environnementale (OCDE, 2012)

Invention and Transfer of Environmental Technologies, Études de l'OCDE sur l'innovation environnementale (OCDE, 2011)

Fostering Innovation for Green Growth, Études de l'OCDE sur la croissance verte (OCDE, 2011)

L'IMPORTANCE DE SIGNAUX POLITIQUES CLAIRS Évolution de l'activité de brevetage dans le monde



Note: Les comptages de brevets correspondent au nombre de "revendications de priorité" à la première date de dépôt dans le monde, sous la forme de moyennes mobiles sur 3 ans indexées sur l'année 1997.

Source: Calculs de l'OCDE basés sur des données extraites de la Base de données mondiale sur les statistiques de brevets (PATSTAT, Octobre 2011) de l'OEB, au moyen d'algorithmes développés par l'OCDE et l'OEB. Voir *Energy and Climate Policy and Innovation: Bending the Technological Trajectory* (OCDE, 2012).



DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET POLITIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Une transition réussie vers une économie plus verte créera de nouvelles possibilités pour les travailleurs, mais également de nouveaux risques. L'enjeu pour les politiques concernant le marché du travail et les compétences est de maximiser les retombées positives pour les travailleurs et d'aider à assurer une juste répartition des coûts de l'ajustement, tout en soutenant également des politiques de croissance verte plus générales (par exemple, en limitant les goulets d'étranglement en matière de qualifications). Les **trois principales priorités** sont :

- le soutien d'une réallocation ordonnée des travailleurs des entreprises en déclin vers les entreprises en croissance, tout en réduisant les coûts d'ajustement supportés par les travailleurs privés d'emploi ;
- le soutien de l'éco-innovation et la diffusion de technologies vertes, par le renforcement de la formation initiale et de la formation professionnelle, et le souci que des réglementations des marchés de produit indument rigoureuses ne restreignent pas l'incitation à innover ;
- la réforme des systèmes d'impôts et de prestations pour les travailleurs, de telle manière que les pressions sur les coûts générées par les politiques environnementales ne deviennent pas des barrières à l'emploi.

Il faut également des politiques en matière de marché du travail et de

qualification axées sur la croissance verte, notamment des formations de complément pour les travailleurs en milieu de carrière qui doivent s'adapter à des façons de travailler plus écologiques. Un questionnaire de l'OCDE adressé aux ministères du travail et de l'emploi révèle qu'environ 60 % des pays ayant répondu ont mis en œuvre au moins une mesure en faveur de la croissance verte visant le marché du travail, le plus fréquemment dans le domaine de la formation. Plusieurs enjeux se font jour : identifier la façon dont la croissance verte modifie la demande de main-d'œuvre et les compétences requises, coordonner les politiques en matière de marché du travail et de qualifications avec la politique environnementale et faire en sorte que les hommes et les femmes soient tout aussi bien préparés au passage à une économie plus verte et que les uns et les autres bénéficient des nouvelles possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat.

La sous-représentation des femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques dans l'enseignement supérieur limite directement les possibilités dont celles-ci disposent pour participer à un marché du travail « vert » en expansion. Dans la majorité des pays de l'OCDE, moins de 30 % des diplômés d'enseignement supérieur dans les domaines de l'ingénierie, de la production manufacturière et de la construction et environ 40 % des diplômés d'enseignement supérieur dans les disciplines scientifiques sont attribués à des femmes. Les différences entre les sexes dans ces choix de filières sont encore plus marquées dans les programmes de formation professionnelle. Si un contenu vert n'est

introduit que dans les programmes de formation professionnelle axés sur les sciences et l'ingénierie, une forte proportion de femmes ne bénéficiera pas de cette formation et sera privée de la possibilité d'acquérir les compétences requises pour les nouveaux emplois verts.

- Dans les pays de l'OCDE, les femmes ont une plus faible empreinte carbone que les hommes. De surcroît, les femmes sont davantage susceptibles de recycler, d'acheter des aliments biologiques et des produits éco-étiquetés et elles accordent plus de valeur que les hommes au transport économe en énergie.

S'agissant de la demande, une étude de l'OCDE auprès des petites et moyennes entreprises indique que les entreprises ne sont souvent pas suffisamment sensibilisées à la nécessité de qualifications vertes pour l'avenir et que leur investissement dans la formation verte ou dans les activités à forte intensité de connaissances vertes est souvent limité, tout comme leur sensibilisation à l'impact des réglementations sur leur branche d'activité.

- D'ici 2030, l'emploi dans les secteurs de l'électricité solaire et éolienne dans l'ensemble de la zone de l'OCDE pourrait être 40 % plus important qu'en l'absence de politique d'atténuation du changement climatique. En revanche, les secteurs des combustibles fossiles et de l'extraction minière pourraient perdre plus de 35 % de leurs emplois dans la zone de l'OCDE.

QUELLES SERAIENT LES INCIDENCES SUR L'EMPLOI DE POLITIQUES À L'ÉGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

Une étude utilisant le modèle de l'OCDE ENV-Linkages montre qu'un système d'échange d'émissions bien conçu pourrait fortement réduire les émissions de GES tout en permettant une poursuite de la croissance du PIB (bien qu'à un rythme légèrement plus faible). Ces modélisations indiquent également de faibles impacts nets sur l'emploi total, mais d'autres études suggèrent des gains plus importants si des politiques adéquates sont mises en place. Ces études montrent aussi que la croissance verte pourrait être une arme puissante pour aider les économies en développement dans leur lutte contre le sous-emploi.

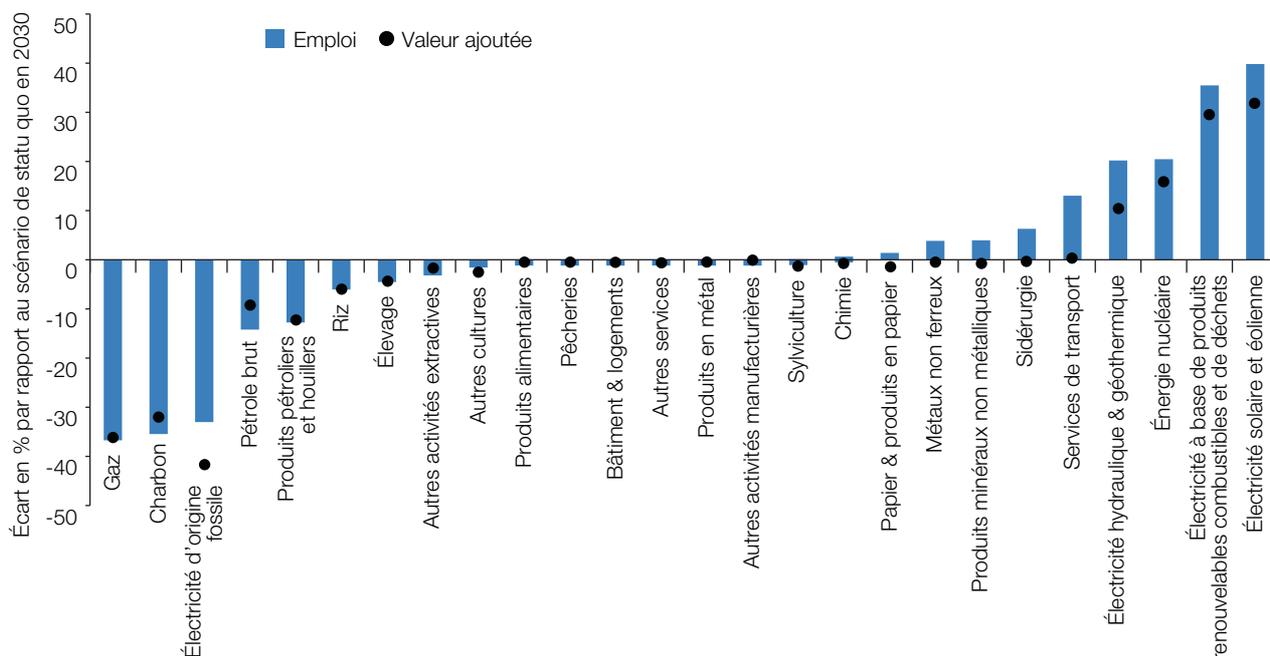
L'élément clé, c'est la mobilité, avec des travailleurs capables de se déplacer aisément depuis les secteurs où l'emploi diminuerait, notamment les industries basées sur les énergies fossiles, vers des secteurs comme les industries des énergies renouvelables dans lesquelles les possibilités d'emploi augmenteraient

rapidement. Les pays exportant des énergies fossiles seraient les plus touchés.

Le modèle de l'OCDE démontre que l'impact des politiques d'atténuation des GES sur la croissance du PIB est faible quand le marché du travail s'ajuste en souplesse aux possibilités et suppressions d'emplois, mais que les coûts augmentent de façon significative quand les travailleurs dans les secteurs en déclin deviennent inemployables ailleurs, de par une incapacité à changer et un manque de flexibilité des marchés du travail. Un moyen de combiner la politique environnementale avec des mesures destinées à aider les travailleurs à tirer parti des nouveaux débouchés serait d'utiliser les recettes générées par les taxes sur le carbone pour réduire les taxes sur le revenu du travail. Il pourrait en résulter un « double dividende » sous la forme d'une réduction des émissions de GES et d'une augmentation de l'emploi.

ÉVOLUTIONS SECTORIELLES DE L'EMPLOI AVEC DES POLITIQUES AMBITIEUSES D'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, PAYS DE L'OCDE

Écart en % par rapport au scénario de statu quo en 2030



Source: Modèle ENV-linkages de l'OCDE.

Pour en savoir plus

Verdissement des emplois et des compétences : www.oecd.org/croissanceverte/competences

Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012, chapitre sur les emplois verts

Employment Impacts of Climate Change Mitigation Policies in OECD: A General-Equilibrium Perspective, Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement, n° 32 (OCDE, 2011)

Enabling Local Green Growth: Addressing Climate Change Effects on Employment and Local Development, OECD LEED Working Papers n° 2012/01 (OCDE, 2012)

Greening Jobs and Skills: Labour Market Implications of Addressing Climate Change, OECD LEED Working Papers n° 2010/02 (OCDE, 2010)



MOBILISER L'INVESTISSEMENT PRIVÉ EN FAVEUR DES INFRASTRUCTURES ET TECHNOLOGIES VERTES

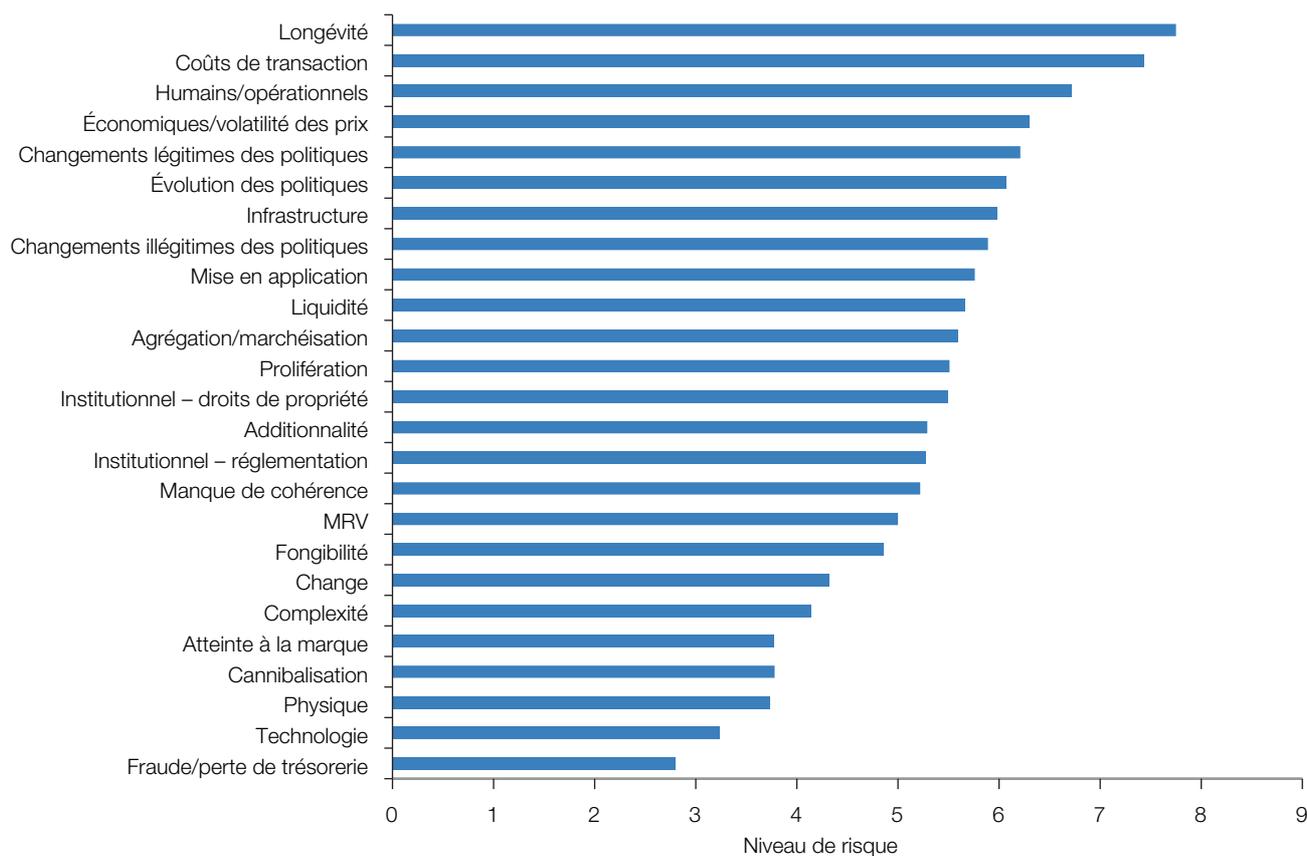
L'investissement dans une infrastructure plus verte est essentiel pour une croissance plus durable car l'infrastructure choisie peut déboucher sur une situation de blocage dans un développement polluant et vulnérable au climat et elle représente l'essentiel de l'investissement nécessaire pour faire face à des défis environnementaux urgents. De plus, les projets d'infrastructure sont

particulièrement vulnérables au changement climatique, du fait d'une longue durée de vie opérationnelle.

Dans les pays en développement, où une partie importante de l'infrastructure nécessaire au développement reste à construire, on devrait pouvoir mettre directement en place des infrastructures plus vertes et plus efficaces. Dans les pays développés, le problème réside plutôt dans la rénovation et la modernisation d'infrastructures dépassées.

De profondes mutations dans les investissements à long terme seront nécessaires pour transformer les infrastructures en matière d'énergie, de transport, d'approvisionnement en eau et de logement et les rendre économes en ressources et en énergie et davantage utilisatrices d'énergies renouvelables. L'AIE et d'autres estiment l'investissement requis à 1000 milliards USD par an à l'échelle mondiale, qui s'ajoutent à l'estimation de l'OCDE d'un besoin mondial d'infrastructures chiffré à 50 000 milliards USD à l'horizon 2030, dont près de la moitié requis d'ici 2020.

HIÉRARCHIE DES RISQUES DANS LA FINANCE VERTE



Source: Mobilising Private Investment in Green Infrastructure, (OCDE, document de travail à paraître) (d'après des données de Standard & Poor's / Parhelion).

Si l'investissement privé dans les énergies propres augmente rapidement, l'investissement privé national et international dans les infrastructures vertes demeure sérieusement limité par les défaillances du marché et par des barrières aux investissements propres à tel ou tel secteur ou activité. De plus, des obstacles spécifiques aux différents pays limitent souvent l'attractivité de ces investissements, en termes soit d'adéquation du retour sur investissement soit de risques non gérables.

Les investisseurs institutionnels — comme les fonds de pension et les compagnies d'assurance — peuvent jouer un rôle important en finançant ces initiatives de croissance verte, qui représentent une opportunité potentielle d'investissements à long terme (« gagnant-gagnant ») procurant des flux de revenus réguliers. Toutefois, moins de 1 % des actifs des fonds de pension à l'échelle mondiale sont affectés à des investissements dans les infrastructures, sans parler de projets de croissance verte. Cela tient peut-être à une politique de l'environnement peu favorable, notamment à des risques et incertitudes réglementaires, à un manque d'information, de connaissance et d'expertise sur les types d'investissement requis pour financer des projets verts ou à l'absence de véhicules financiers correctement structurés offrant le profil requis en matière de risque/rendement.

- **Près de 10 % du coût mondial des maladies pourraient être évités par des investissements dans une meilleure infrastructure d'approvisionnement en eau et de services d'assainissement qui épargnerait des millions de vies humaines.**

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils encourager les investissements privés ?

Les pouvoirs publics peuvent faciliter la transition en utilisant des fonds publics pour atténuer les risques financiers, libérer l'investissement privé, promouvoir l'apprentissage et mettre en place les capacités institutionnelles et humaines nécessaires pour concrétiser la mutation, tout en élaborant un cadre cohérent pour une politique d'investissement vert assurant une viabilité financière à long terme.

L'OCDE travaille à l'élaboration d'un cadre intégré susceptible de permettre la réalisation de l'objectif commun d'un développement à bas carbone résilient au climat et d'une croissance plus verte. Il s'agit notamment pour cela de fixer des objectifs à tous les niveaux d'administration, de réformer les politiques pour permettre l'investissement et renforcer les incitations du marché en faveur des infrastructures à bas carbone résilientes au climat, de mettre en œuvre des politiques financières spécifiques assurant un soutien transitoire aux nouvelles technologies vertes, et d'augmenter parallèlement les retombées sociales à travers, par exemple, la formation et le renforcement de la R-D et des capacités institutionnelles, de même que d'encourager un comportement plus vert des entreprises et des consommateurs au moyen de politiques d'information et d'éducation.

D'autres travaux de l'OCDE visent à identifier les signaux nécessaires pour donner aux investisseurs institutionnels la confiance à investir dans cet espace, et déterminer quels sont les outils financiers les plus efficaces pour mobiliser le financement par le secteur privé, de même que les moyens de suivre l'évolution du financement public et privé dans le domaine du changement climatique.



Pour en savoir plus

www.oecd.org/croissanceverte/investissement

Defining and Measuring Institutional Investors' Allocations to Green Investments (OCDE, document de travail à paraître)

Toward a Policy Framework for Green Infrastructure Investment (OCDE, document de travail à paraître)

Role of Institutional Investors in Financing Clean Energy (OCDE, document de travail à paraître)

The Role of Pension Funds in Financing Green Growth Initiatives, Documents de travail de l'OCDE sur la finance, l'assurance et les pensions privées, n° 10 (OCDE, 2011)

La transition vers une économie sobre en carbone : objectifs publics et pratiques des entreprises (OCDE, 2010)

AMENER LES CONSOMMATEURS À UN COMPORTEMENT PLUS ÉCOLOGIQUE

Les modes de consommation et les comportements des ménages ont une incidence de plus en plus grande sur les stocks de ressources naturelles, sur la qualité de l'environnement et sur le changement climatique. Face à cette situation, les gouvernements introduisent des mesures pour encourager la population à prendre en compte les effets environnementaux de leurs décisions d'achat et de leurs pratiques. Ils adoptent notamment des taxes liées à l'environnement, des normes d'efficacité énergétique pour les logements, l'étiquetage des émissions de CO₂ pour les automobiles et des aides financières pour l'investissement dans les panneaux solaires.

Une meilleure compréhension des facteurs qui influent sur le comportement des citoyens à l'égard de l'environnement peut aider les pouvoirs publics à choisir les instruments d'action les plus efficaces. Des enquêtes de l'OCDE auprès de plus de

10 000 ménages dans un certain nombre de pays, portant sur les domaines de l'énergie, de l'alimentation, des transports, des déchets et de l'eau, montrent que les incitations économiques encouragent les économies d'énergie et l'investissement dans des équipements économisant l'eau, de même que dans la réduction de la production de déchets et le recyclage.

- Les ménages dont la consommation d'eau est facturée
- au volume consomment environ 20 % de moins que ceux dont la consommation n'est pas facturée.

Néanmoins, des mesures non contraignantes comme l'étiquetage, les campagnes d'information du public et la pédagogie peuvent jouer un rôle complémentaire significatif. Les initiatives de sensibilisation à l'environnement sont essentielles, car les attitudes à cet égard conditionnent les comportements d'économie d'eau, la demande d'appareils à haut rendement énergétique et les décisions de recycler et de consommer des aliments biologiques. Toutefois, peu de ménages sont prêts à

Pour en savoir plus

www.oecd.org/environnement/menages

Politique de l'environnement et comportement des ménages (OCDE, 2011)

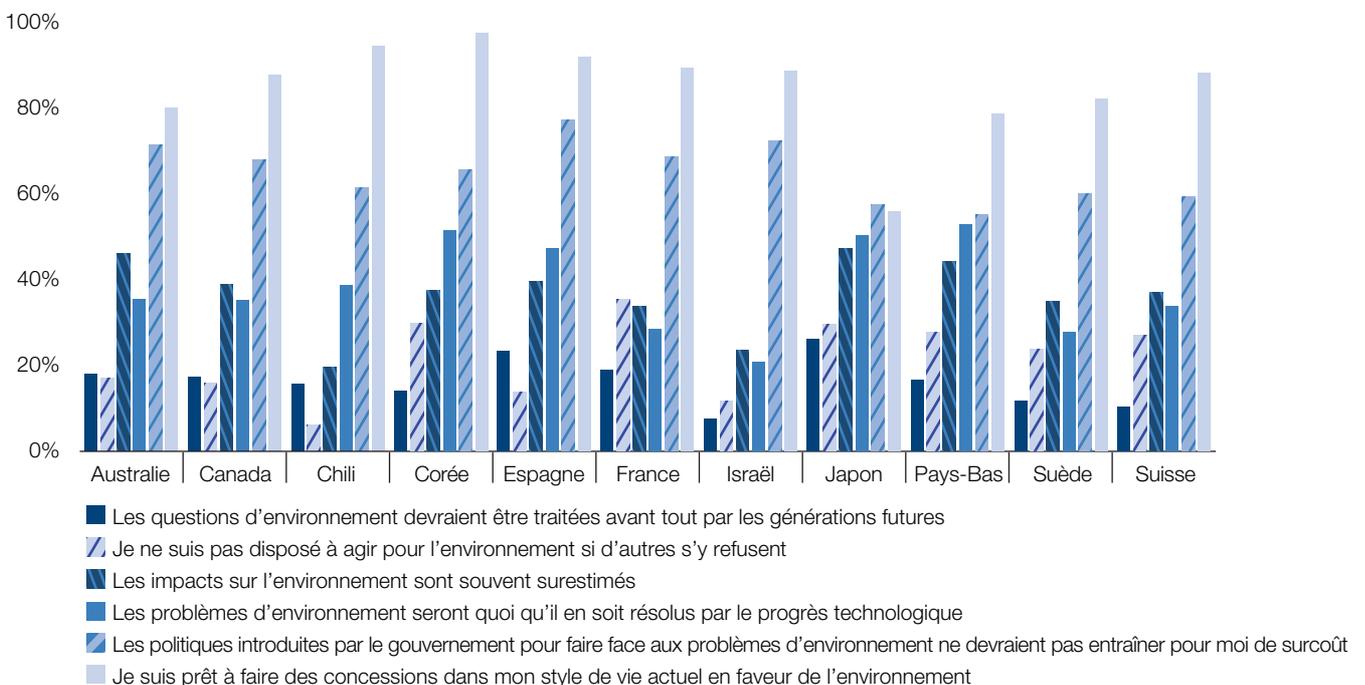
Guide pour le développement des politiques de consommation (OCDE, 2010)

Environmental Claims: Findings and Conclusions of the Committee of the OECD Committee on Consumer Policy (OCDE, 2010)

payer beaucoup pour utiliser de l'énergie verte, conduire des véhicules fonctionnant avec des carburants de substitution ou consommer des aliments biologiques, de sorte qu'il faudra une panoplie d'instruments pour induire les changements de comportement.

- Soixante pour cent des personnes sont disposées à payer plus pour disposer d'une électricité utilisant des énergies renouvelables, mais 45 % des personnes qui opteraient pour un tarif différencié pour une énergie renouvelable n'ont pas la possibilité de le faire.

LES CONSOMMATEURS SE SOUCIENT-ILS DES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT ?
Pourcentage de personnes interrogées en accord avec ces affirmations



Source: OECD Greening Household Behaviour: Results of the 2011 Survey (à paraître).



Intégration de la croissance verte dans les politiques publiques

PRISE EN COMPTE SYSTÉMATIQUE DE LA CROISSANCE VERTE DANS LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES FONDAMENTALES

L'existence des capacités institutionnelles et de gouvernance nécessaires à la mise en œuvre de réformes de grande envergure est une condition essentielle pour rendre la croissance plus verte et parvenir à un développement durable. **Les pouvoirs publics doivent être en mesure d'intégrer les objectifs de croissance verte dans l'élaboration des politiques économiques en général et la planification du développement au sens large.** La mise en place de ces capacités est un enjeu structurel

déterminant non seulement pour les pays en développement, mais aussi pour beaucoup de pays de l'OCDE. Loin de se limiter aux processus formalisés de planification à l'échelon national, comme les plans nationaux ou les stratégies de lutte contre la pauvreté, cette problématique concerne aussi la gestion financière publique (à commencer par le processus budgétaire), l'élaboration de stratégies relatives aux secteurs économiques clés et leur articulation avec le développement à l'échelle infranationale.

Le renforcement des capacités dans le domaine des politiques de croissance

verte doit partir d'une approche « fondée sur les systèmes nationaux » concernant l'ensemble de l'administration. Il importe que les ministères chargés des finances et des principales activités économiques jouent un rôle moteur dans l'action économique en faveur de la croissance verte, en associant les ministères chargés de la planification centrale, des finances et des différents secteurs, ainsi que les organismes chargés de l'environnement, à la formulation des politiques correspondantes. L'action et les capacités des acteurs non gouvernementaux du secteur privé et de la société civile seront importantes elles aussi.

Verdissement des processus nationaux : particularités des pays en développement

Les **ressources naturelles** jouent un rôle central dans l'économie des pays en développement. L'intégration de la valeur des actifs et services environnementaux dans les comptes nationaux et la comptabilité des entreprises peut encourager l'élaboration de mesures visant à préserver cette valeur.

Leurs infrastructures étant aujourd'hui peu développées, la plupart des pays en développement ont la possibilité de **sauter des étapes** en passant directement à des technologies modernes et efficaces, à condition toutefois de disposer des capacités techniques voulues et

d'avoir mis en place un cadre d'action propice.

Un taux d'emploi élevé dans le **secteur informel** rend plus difficile une mise en œuvre efficace des normes environnementales et nécessite que les acteurs concernés aient la capacité de concevoir et d'appliquer des mesures appropriées.

Une **gouvernance** efficace, inclusive et équitable est primordiale. Les processus et mécanismes de gouvernance destinés à rendre le développement plus vert devraient répondre aux besoins et intérêts des groupes marginalisés.

Pour en savoir plus

Environmental Action Programme Task Force: Greening Development in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia : www.oecd.org/env/eap

Green Growth and Developing Countries (OCDE, à paraître)

Vers un développement plus vert : Améliorer les capacités pour la gestion et la gouvernance de l'environnement (OCDE, 2012)

Green Growth and Environmental Governance in Eastern Europe, Caucasus, and Central Asia, OECD Green Growth Papers (OCDE, 2012)

WIKIGENDER est un projet lancé par le Centre de développement de l'OCDE pour faciliter les échanges et améliorer les connaissances sur les questions d'égalité homme-femme partout dans le monde, qui met l'accent sur les données empiriques permettant de mesurer l'égalité homme-femme. Basé sur l'indice « institutions sociales et égalité homme-femme », Wikigender vise également à attirer l'attention sur l'importance des institutions sociales telles que le droit formel et informel, les normes sociales et les pratiques, qui ont un impact sur l'autonomisation des femmes.

www.wikigender.org



PRISE EN COMPTE SYSTÉMATIQUE DES QUESTIONS D'ÉGALITÉ HOMME-FEMME

L'intégration systématique des questions d'égalité homme-femme dans les stratégies de croissance verte sera particulièrement importante pour apporter des réponses aux problèmes de malnutrition et de sécurité alimentaire dans les pays en développement. Les femmes jouent un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté et de la malnutrition des enfants et dans l'accroissement de la production agricole. Les attitudes et pratiques discriminatoires concernant la place des femmes dans la société constituent des obstacles importants qui empêchent les femmes d'avoir la maîtrise des ressources et donc de la production alimentaire. Par exemple, les travaux de l'OCDE faisant appel à l'indice « institutions sociales et égalité homme-femme » montrent que les pays où le droit d'accès des femmes aux terres est inexistant ou très restreint affichent un plus fort taux de malnutrition des enfants. Il ressort également d'études récentes de l'OCDE que des institutions sociales discriminatoires peuvent nuire à l'autonomisation des femmes en milieu rural, à la production agricole et à la sécurité alimentaire.

- Dans les pays où les femmes n'ont pas le droit de posséder des terres, la proportion d'enfants souffrant de malnutrition est plus élevée de 60 % en moyenne.

L'IMPORTANCE DES VILLES, DES RÉGIONS ET DES COLLECTIVITÉS

L'action de l'administration centrale ne peut seule assurer la transition vers une croissance verte – les villes, les régions et les collectivités doivent également jouer un rôle de catalyseur dans la recherche de solutions pratiques au service d'une croissance verte. L'expérimentation et l'apprentissage au niveau local peuvent livrer des enseignements essentiels et déboucher sur des approches utiles qui se diffusent à partir de la base auprès des villes et des régions et peuvent influencer l'action au niveau national, voire international. Une approche coordonnée des questions de gouvernance peut aider à trouver la solution la plus rentable pour parvenir à une croissance verte, y compris dans les domaines de l'investissement et de l'innovation.

Les villes sont essentielles pour parvenir à une croissance plus solide, plus verte et plus inclusive

Plus de 50 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans les villes et ce taux devrait atteindre 70 % d'ici à 2050. Les villes sont des moteurs de la croissance : à l'intérieur de l'OCDE, le tiers de la croissance globale provient d'à peine 2 % des régions, principalement les plus grandes zones urbaines. En Inde comme en Chine, les cinq plus grandes villes contribuent à hauteur de 15 % environ au PIB national, chiffre environ trois fois supérieur au pourcentage que représente leur population.

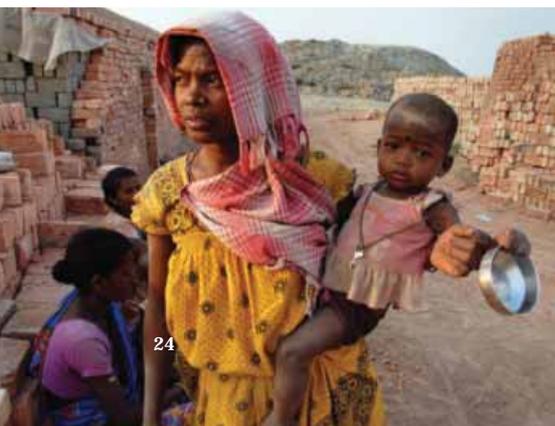
Mais qui dit urbanisation en hausse dit pressions accrues sur l'environnement. D'après les estimations, les villes représentent 67 % de la consommation énergétique de la planète et 71 % de ses émissions de CO₂ liées à l'énergie. Si leur expansion ne s'accompagne pas d'efforts d'aménagement adéquats ni des investissements voulus dans le logement et d'autres infrastructures essentielles,

elle peut se traduire par une dégradation des conditions de vie en exacerbant la pollution de l'air et de l'eau et en favorisant l'accumulation et la gestion inadaptée des déchets ménagers et industriels.

- En l'absence de nouvelles mesures publiques, les répercussions de la pollution atmosphérique urbaine sur la santé continueront d'empirer d'ici à 2050, au point que cette pollution deviendra la principale cause de mortalité prématurée liée à l'environnement dans le monde.

Les travaux de l'OCDE sur les villes et la croissance verte montrent que les politiques urbaines consistant par exemple à densifier le tissu urbain, à imposer des taxes de congestion et à réformer la fiscalité foncière peuvent contribuer à alléger les pressions environnementales tout en favorisant la croissance économique à long terme. Plusieurs exemples montrent clairement que les initiatives de croissance verte au niveau des villes peuvent aussi avoir des retombées sociales positives, comme le recul de l'exclusion grâce à l'amélioration des transports publics ou la baisse des dépenses énergétiques des ménages grâce aux projets de rénovation énergétique. Cela étant, l'élaboration d'une stratégie de croissance verte à l'échelle d'une ville n'a rien d'aisé. La difficulté consiste notamment à trouver des moyens pour assurer l'intégration et la coordination des initiatives locales et nationales et à faire en sorte que les efforts engagés soient plus larges et plus systématiques et qu'ils s'inscrivent dans le long terme. En outre, le financement constitue plus que jamais une autre question cruciale, au moment où les villes doivent répondre aux demandes de création d'emplois et de fourniture de services avec des ressources en baisse.

www.oecd.org/villesvertes





ÉNERGIES RENOUVELABLES ET PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT RURAL

Ces dernières années ont vu un accroissement rapide de la production d'énergie à partir de sources renouvelables comme l'éolien, le solaire, la géothermie et la petite hydroélectricité.

Entre 2002 et 2010, on estime que l'investissement global dans les technologies des énergies renouvelables s'est élevé à environ 1 000 milliards USD. Les campagnes ont attiré une grande partie de cet investissement, car elles disposent à la fois d'espace et de sources d'énergie.

- Les zones rurales accueillent quelque 25 % de l'investissement total dans les énergies renouvelables en Allemagne, et plus de 60 % dans des pays comme les États-Unis, le Canada et l'Australie.

Il ressort d'études de cas réalisées par l'OCDE que le déploiement des énergies renouvelables peut avoir un effet bénéfique sur la trajectoire de développement des zones rurales.

Ainsi, les redevances et les taxes versées par les promoteurs aux collectivités locales aident celles-ci à améliorer la fourniture de services essentiels. Ces nouvelles ressources peuvent servir à construire des écoles ou des maisons de retraite, ou encore à apporter le haut débit aux zones à population clairsemée. Les installations des énergies renouvelables peuvent également créer des emplois dans les activités d'exploitation et d'entretien et stimuler l'emploi non salarié et la création d'entreprises.

Cependant, les politiques nationales et régionales de développement des énergies renouvelables assorties d'objectifs très ambitieux et d'incitations

généreuses ont souvent été à l'origine de distorsions, en suscitant des comportements de recherche de rente et en intensifiant la concurrence entre les installations des énergies renouvelables, l'agriculture et le tourisme pour l'accès aux ressources foncières et aux aménités paysagères. Dans ces conditions, beaucoup de collectivités locales ont commencé à s'opposer au déploiement des énergies renouvelables. Faute d'une approche intégrée de ce déploiement, les possibilités de créer des liens avec des secteurs ruraux comme la sylviculture ou les activités manufacturières ne sont pas exploitées. En limitant le recours aux incitations fixées à l'échelon national qui font fi de la dimension spatiale, et en prenant davantage en compte les caractéristiques et les besoins particuliers de l'économie des territoires d'accueil, on contribuerait à transformer l'investissement massif en une chance pour le développement économique.

Pour en savoir plus

www.oecd.org/croissanceverte/villesetregions

Cities and Green Growth (OCDE, à paraître)

Compact City Policies: A Comparative Assessment, Études de l'OCDE sur la croissance verte (OCDE, 2012)

The Production of Renewable Energy as a Regional Development Policy in Rural Areas, *OECD Green Growth Papers* (OCDE, 2012)

OECD Regional Outlook 2011: Building Resilient Regions for Stronger Economies, Special Focus: Innovation and Green Growth in Regions (OCDE, 2011)

